

AL-QAÏDA AU MAGHREB

Un retour médiatique tapageur

Après une éclipse de son site Internet qu'elle a perdu depuis plus de deux ans, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est revenue, la semaine dernière, sur la Toile avec un « blog » à travers lequel elle tente de pallier sur le plan médiatique les pertes successives sur le terrain qu'elle enregistre depuis de longs mois.

Durant cette première quinzaine du mois en cours, elle est déjà à son troisième communiqué diffusé dans cet espace qu'elle s'est offerte et où elle a également balancé un enregistrement vidéo sur trois anciens attentats à la bombe contre des véhicules militaires dans des zones forestières.

Cette même vidéo qui a été répercutée par d'autres sites et forums, liée à Al-Qaïda, n'a pas été publiée, comme cela se faisait d'habitude, par la « commission médiatique » de l'organisation terroriste, mais par le « centre médiatique » dont elle vient de se doter et qui a été nommé El-Andalous (voir *Le Soir d'Algérie* du 10 octobre 2009).

Et juste avant l'ouverture du « blog » qui est actuellement opérationnel et qui n'a pas un nom d'adresse, mais juste un long chiffre, un forum proche d'Al-Qaïda avait annoncé la création prochaine d'un site Internet d'AQMI sous le nom de « Alqmag ». Pour

rappel, l'organisation terroriste n'a plus de site Internet depuis le mois de juin 2007 alors que son organe central, « El-Jama'ât », qui était publié sous forme numérique, a cessé de paraître à son huitième numéro, depuis juillet 2006.

Depuis lors, toute sa propagande n'était plus diffusée que par l'intermédiaire de canaux proches ou appartenant à Al-Qaïda, notamment le centre Al-Fadjr et le centre As-Sahab pour les enregistrements audio et vidéo répercutés par une multitude de forums terroristes qui se chargeaient également de la diffusion de ses communiqués.

La quasi-totalité de ces forums, qui ont été cassés et qu'ont disparu l'un après l'autre durant l'été dernier, est en train de revenir progressivement sur la Toile et certains d'entre eux sont déjà opérationnels depuis la semaine dernière, ouvrant, tous, comme il se devait, sur l'annonce de la

création d'AQMI de son centre Al-Andalous.

Ce retour médiatique de l'organisation terroriste avec, en l'espace de quelques jours, sa centrale d'informations, son blog, une série de communiqués, un enregistrement vidéo et l'annonce de la création prochaine de son site Internet est censé refléter son dynamisme sanguinaire sur le terrain. Surtout qu'au même moment, son terrorisme se voit légitimer et chanter les tristement célèbres ténors

du salafisme armé dans le site web d'Abou Mohamed Al-Maqdissi, où sont rassemblés également les huit numéros d'Al-Jama'ât alors qu'ils ne se trouvent nulle part ailleurs, si ce n'est dans un site israélien de recherche sur les mouvements islamistes. Cette publicité tapageuse de l'organisation terroriste s'est trouvée davantage amplifiée ces derniers jours par une affaire d'arrestation d'un physicien français d'origine algérienne, en France, Adlène Hicheur,

pour des liens présumés avec AQMI dont beaucoup de voix commencent à en douter et s'interrogent si les services français ne se sont pas un peu trop précipités.

Si ce retour médiatique est une réalité, il n'est, du moins pour le moment, pour l'organisation terroriste qu'une tentative de tenter de dissimuler la déconfiture qu'elle subit dans ses rangs de manière continue depuis les débuts de l'été dernier et dont elle ne parvient pas à se relever. Les

initiatives de grande envergure semblent avoir été abandonnées.

Les moins médiatiques sont systématiquement contrées. Et celles relevant de la « routine » terroriste ne sont plus les plus lâches. Comme des « faux barrages » pour délester les usagers de la route de leurs biens ou l'assassinat, comme avant-hier à Aïn Outoudert (Tizi-Ouzou), d'un policier dans un lieu isolé alors qu'il regagnait son domicile.

Mohamed Issami

SITUATION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'ALGÉRIE

Cette réalité qui ne se pare pas de chiffres

C'est sur les préoccupations plus terre à terre, formulées par les députés, indistinctement des obédiences et des chapelles partisans, que le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Leksaci est resté sans voix. Critiques hard et remarques soft ont fusé jeudi dans l'hémicycle Zighout-Youcef, lors de la présentation du rapport de la Banque d'Algérie sur la situation financière et monétaire du pays.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger

(Le Soir) - On ne peut pas dire que le gouverneur de la Banque d'Algérie a réussi la prouesse de rasséréner les députés sur la situation monétaire du pays. Son long exposé de 24 pages sur la crise financière internationale, voulu comme une démonstration par la comparaison de ce que l'Algérie a fait preuve de clairvoyance pour assister heureuse au passage de la tempête, n'a pas distrait les députés. En dépit de son effort à convaincre de la bonne santé financière du pays — rapport chiffré de 225 pages —, Mohamed Leksaci n'a pas échappé au tacle parlementaire sur des questions plus terre à terre. Tour à tour, les intervenants parmi les élus du peuple ont sollicité des réponses, un énoncé de mesures pour évacuer le marché parallèle de la devise qui se tient tous les jours que Dieu fait au vu et au su de tout le monde. C'est Boutouiga, le député bout-en-train du RND, qui le premier a catapulté l'acerbe remarque de ce que le marché parallèle de devises contredit l'affirmation de la Banque d'Algérie qui dit réguler les liquidités sur le marché.

Un autre député affranchit sans détours langagier cette pertinente interrogation : qui organise le marché parallèle de la devise ? Pour ce parlementaire, il y va de soi que ce ne sont pas les jeunes qui opèrent au square Port-Saïd qui sont les barons du marché. Eux, a-t-il affirmé, ne sont que des travailleurs. Le gouverneur de la Banque d'Algérie s'est retenu de faire cas de la moindre mesure envisagée pour éradiquer ce marché. Il s'est offert une voie de sortie en expliquant que

personne n'a fait de demande pour l'ouverture de bureaux de changes officiels.

Mais si quelqu'un viendrait à le faire, obtiendrait-il agrément ? C'est intéressant à suivre. Mohamed Leksaci a eu également à s'expliquer sur les billets de banque, notamment les coupures de 200 DA, en piteux état mais qui continuent de circuler. Sur cela, le gouverneur de la Banque d'Algérie a informé que le retrait de ces billets allait intervenir. Il a expliqué que l'opération avait commencé avec le retrait des coupures de 100 DA.

Le gouverneur de la Banque d'Algérie a également rassuré sur les avoirs algériens placés dans des banques américaines. Comme le ministre des Finances, qui a eu à s'y exprimer, il a affirmé que les avoirs sont en dépôts sûrs même si, a-t-il reconnu, que les bénéfices qu'ils génèrent ne sont pas les meilleurs sur le marché.

Baisse des recettes budgétaires

Dans son rapport, le gouverneur de la Banque d'Algérie a souligné une baisse des recettes budgétaires de l'ordre 21 % lors du premier semestre 2009, comparativement à la même période de l'année qui a précédé. Les recettes s'évaluent à 1 962,6 milliards de dinars alors qu'elles étaient, en 2008, de l'ordre de 2 483,3 milliards de dinars.

La baisse des recettes de la fiscalité pétrolière en est la cause. Celles-ci ont connu une chute drastique (-35,4 %). Ceci pendant que la fiscalité ordinaire est ponctuée par une hausse de 28,1 %. Les effets de la crise financière étaient donc

là, même si c'est de manière indirecte. En effet, la chute du prix du baril de pétrole a été ressentie, puisque les gains dus aux exportations de l'or noir ont été de l'ordre de seulement 19,96 milliards de dollars, alors qu'ils étaient plus que le double au premier semestre 2008, soit exactement 41,71 milliards de dollars.

En volume, le recul a été de 52,66 %, et logiquement la conséquence directe a été que les recettes en la matière n'ont représenté que les 63,1 % des recettes globales. Là aussi, elles marquent une baisse par rapport à 2008 (77,2 %). Les recettes des hydrocarbures ont chuté en valeur de 21 %, passant de 1 918,3 milliards de dinars au premier semestre 2008 à 1 238,7 milliards de dinars les premiers six mois de 2009. Alors que les recettes pétrolières ont dégringolé, les recettes fiscales hors hydrocarbures ont, elles, quelque peu mieux carburé, enregistrant une hausse de 28,1 %.

Si, donc, les recettes ont connu une courbe décroissante, les dépenses, elles, ont gonflé. Les dépenses de l'Etat ont atteint 2 160,9 milliards de dinars au premier semestre 2009 contre 1 974,3 milliards de dollars à la même période de l'année 2008. Un tel déséquilibre entre recettes et dépenses pourrait à terme affecter les engagements de l'Etat pour les investissements. Ceci alors que les

investissements directs étrangers ont, du fait de la crise financière mondiale, enregistré un recul. Ils n'ont représenté que 0,70 milliard de dollars au premier semestre 2009. Cette situation ne semble cependant pas inquiéter le gouverneur de la Banque d'Algérie qui a noté avec satisfaction que, depuis 2006, les réserves de changes sont maintenues à un niveau équivalent à trois années d'importations. A juin dernier, elles ont atteint 144,32 milliards de dollars, contre 143,1 milliards de dollars à la fin décembre 2008. L'encours de la dette extérieure est évalué à 3,9 milliards de dollars alors qu'il était de 4,3 milliards de dollars à fin 2008. Les députés, qui ont eu juste trois jours pour lire et analyser les chiffres présentés par Leksaci, ont déploré que le rapport ne contienne pas de prévisions pour les années à venir. La remarque a été l'œuvre du vice-président de l'APN, le député RCD Mohamed Khendek. Une remarque fort partagée d'ailleurs par nombre de ses collègues parlementaires.

Mais comme le rapport même trop technique ne pouvait déplaire à tout le monde, il a trouvé en le député du PT, M. Taâzibt, qui l'appréciera. « Nous sommes d'accord avec le gouverneur de la Banque d'Algérie parce qu'il a donné de l'importance à la crise financière mondiale », dira-t-il en marge de la plénière.

S. A. I.

69 plaintes contre des banques et des opérateurs

Dans son rapport sur la situation monétaire du pays, le gouverneur de la Banque d'Algérie a noté qu'il a été procédé au contrôle de 16 établissements bancaires, 10 relevant du privé et 6 du public.

Suite à ces contrôles, il a été dressé 81 procès-verbaux pour une valeur de 5 429 millions de dinars. Les opérateurs économiques, eux, ont fait l'objet au total de 56 procès-verbaux pour un montant de 808 millions de dinars. Le gouverneur de la Banque d'Algérie a noté également que 69 plaintes ont été déposées devant la justice, 13 contre des banques et 56 contre les opérateurs.

S. A. I.

NOUVEAU CODE

COMMUNAL

Le FFS demande qu'il soit soumis au débat

Estimant qu'il donne toutes les prérogatives à l'administration, le nouveau code communal n'est pas au goût du FFS.

L'avant-projet de loi relatif à la commune serait « fait dans la clandestinité », selon le secrétaire national du FFS, Karim Tabou. Ce dernier, qui s'est réuni hier avec les élus du parti pour débattre de l'actualité nationale ainsi que des questions liées aux contraintes que rencontre le parti, estime qu'il est inconcevable d'exclure le citoyen dans l'élaboration d'une loi qui le touche directement. « Nous ne pouvons pas mettre en place un code communal sans associer le mouvement associatif, les experts, l'administration et les acteurs politiques », a indiqué Karim Tabou.

Le parti considère que ce code tel que préparé vise à rétrécir davantage le champ social et politique en élargissant le contrôle de la société au niveau local. « Dans le fond, cet avant-projet de code communal est élaboré pour que l'administration puisse reprendre dans l'intégralité ses prérogatives locales », a précisé le secrétaire national du parti. Tabou, qui n'en fini pas avec la provocation, estime « qu'après avoir imposé une révision de la Constitution qui donne le pouvoir à vie au président, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, à travers ce nouveau code communal, vise à fermer complètement la vie locale en ligotant la population ». Revenant aux élus, le secrétaire national estime que leur présence dérange l'administration. Pour preuve, il dira qu'ils ne cessent de subir des pressions et des chantages. « L'administration a trouvé un palliatif pour acheter le silence des élus qui dénoncent la corruption en les poursuivant en justice pour des affaires fomentées », a expliqué le conférencier. Par ailleurs, le FFS a annoncé la tenue le 11 décembre prochain d'un forum des maires portant sur le mouvement associatif.

Salima Akkouche